



Admissions au BRICS: Quelques explications?

Par [Amar Djerrad](#)

Mondialisation.ca, 26 août 2023

Thème: [Économie](#)

Analyses: [LE MAGHREB](#)

Si l'Algérie n'a pas encore intégré le BRICS ce n'est que partie remise ! En observant bien, l'Algérie est déjà dans le BRICS. Elle est même un allié d'une fidélité infaillible dont les principes et la résistance à l'adversité ne sont plus à démontrer. Son admission officielle ne sera que formelle.

Des analyses « à chaud » tendent à montrer que l'Algérie a subi ce « refus » suite à une sorte de « veto » de l'Inde pour « contrer » la Chine visant à l'empêcher d'avoir « plus de pouvoir » au sein du BRICS. Rien que ça ? C'est comme si la Chine et la Russie n'ont pas déjà cette force économique, politique et militaire pour craindre qui que ce soit dans le Monde. L'Inde également ! C'est trop simpliste comme argumentation ! Spéculer ainsi, veut dire qu'il y aurait de graves divergences au sein du BRICS et donc un BRICS faible et sans avenir. Ce qui va dans le même sens que la propagande actuelle anti BRICS des atlantistes !

D'autres commentateurs nombreux, surtout des réseaux sociaux, ont réagi avec une façon qui relève plus du sentiment (du pathos) qu'avec raison et réalisme. Ils vont jusqu'à mettre en doute le sérieux des "5" du BRICS qui, selon eux, ont admis des pays dont la « fidélité » serait douteuse en argumentant par la citation de leurs faits et gestes passés ; désavouant en quelque sorte les pays fidèles qui auraient subi un « échec ».

On observe donc que chacun réagit selon « ses » critères et ses sentiments sans même savoir ce dont il s'agit, comment, pourquoi !

Que dire avant de donner quelques bribes d'explications : « La patience conduit au salut, la précipitation court au malheur. » (Proverbe turc)

Quand il y a des amis (ou nouveaux amis) qui se bousculent au portillon pour se faire admettre, la première réaction est de dire aux amis sûrs et fiables d'ajourner leur demande !

Les Algériens ont ce genre de comportement lors des fêtes, quand il y a beaucoup d'invités. Ce sont les proches qui se servent en dernier.

L'Algérie à la fidélité indéfectible, dont le PIB est supérieur à celui de l'Éthiopie, peut donc attendre parce qu'elle ne pose pas de difficulté. C'est aussi le cas d'autres pays dont l'admission n'est pas discutable ni urgente.

Les adversaires peuvent déblatérer autant qu'ils peuvent, le processus reste irréversiblement sur la même voie anti-impérialiste et anti-colonialiste.

À notre sens, ce n'est ni un « refus » ni un « échec » pour les autres candidats. C'est un

ajournement pour cause de priorité. En politique, il doit y avoir des raisons que notre raison ignore. Il doit y avoir des raisons géostratégiques et géopolitiques dans leurs calculs. Il doit y avoir aussi une « tactique » surtout avec ce qui se passe au Niger et les forces en présence ! Il faut également tenir compte de la Grande Route (dite de la soie) qui passe par cinq pays intégrés en priorité.

Si l'on se fie aux critères généraux lancés par Lavrov, l'Algérie est éligible ainsi que d'autres : « ...Le poids, l'autorité et la position du pays candidat sur la scène internationale, ceux qui partagent la même vision, qui croient en la multipolarité, en la nécessité de relations internationales plus démocratiques et plus équitables, qui insistent sur la croissance du rôle du Sud global dans les mécanismes de gouvernance mondiale. » (Selon Sputnik)

L'admission de l'Iran dans la 1ère priorité – après 12 ans d'attente pour être admis comme membre à part entière l'Organisation de Coopération de Shangaï (OCS) – doit être analysée en relation étroite avec celle de L'Arabie saoudite et les Émirats dans les efforts que la Chine (avec la Russie) a déployée pour les réconcilier et les sécuriser contre toute adversité en particulier celle des USA et d'Israël. Cette « réconciliation » et « sécurisation » sont absolument impérieuses et urgentes pour en faire un facteur de paix dans la région, loin de toute menace, et ce, en liaison avec la question cardinale palestinienne et la situation en Syrie ! Stabilité que redoutent les USA et Israël pour maintenir leur hégémonie.

L'admission de l'Égypte et de l'Éthiopie, en priorité, est à voir surtout sur la question de l'exploitation du Nil afin que ces deux pays ne tombent dans une guerre destructrice et inutile profitant aux Occidentaux qui ne souhaitent que ces situations afin de se présenter comme « réconciliateurs » et « porteurs de paix », dont le monde connaît les conséquences fatales. Le BRICS est le moyen inespéré, en antidote, d'empêcher ce néocolonialisme prédateur, par la mise à leur disposition des moyens financiers et humains importants, en parallèle avec son expertise dans sa gestion et son exploitation. Dans ce cadre, les pays des BRICS sont de « bons partenaires » pour l'Afrique, a affirmé Dilma Rousseff, présidente de la Nouvelle Banque de Développement (NBD) des Brics, ajoutant « que la banque financerait des projets d'infrastructures physiques et numériques en Afrique, ainsi que des projets éducatifs... La Nouvelle banque de développement a le potentiel d'être le chef de file de projets qui répondent aux défis les plus urgents des pays africains. »

L'Argentine (comme l'Égypte) – en priorité – est un pays important dans son continent qui peut, avec le Brésil, constituer une véritable force pour contrer les provocations des USA. L'Argentine a été, de tout temps, la cible des USA (et du Royaume-Uni). Son choix d'adhésion au BRICS consolidera son indépendance, d'autant qu'elle est déjà membre du G 20 (avec l'Arabie saoudite) ; ce qui renforcera aussi la position du BRICS dans ce forum de coopération économique internationale.

Reste l'Indonésie, l'Algérie, le Bahreïn, deux pays d'Afrique de l'Est et de l'Ouest (non-nommés), le Mexique – pays amis des BRICS – peut-être le Nigeria et la Thaïlande, la Turquie... Comme on dit « chaque chose en son temps » !

Le BRICS semble vouloir que les régions qui lui sont favorables soient sécurisées en priorité pour ne pas passer sous les fourches caudines d'un Occident toujours prédateur et amateur des chaos, des guerres et des injustices.

L'urgence, avec ces nouvelles admissions, a sans doute déterminé les stratégies et les tactiques sans influencer sur la finalité et les objectifs !

La source originale de cet article est Mondialisation.ca
Copyright © [Amar Djerrad](#), Mondialisation.ca, 2023

Articles Par : [Amar Djerrad](#)

A propos :

Mr Djerrad Amar est un ingénieur de formation en retraite. Il réside en Algérie. Il a contribué, par ces écrits, dans plusieurs journaux algériens et sites d'informations sur des sujets politiques, géopolitiques et sociaux depuis plus de 30 ans.

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca